



Au Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun

Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë courante en octobre-décembre 2023 et projetée en juin-août 2024

Créé en
Novembre 2023

Principaux résultats pour les zones touchées par l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle.



Consommation alimentaire :

La consommation alimentaire est détériorée dans 58% des 1226 zones analysées réparties dans les différents pays de la région.



Evolution des moyens d'existence :

Les moyens d'existence ont été affectés par la vie chère, de l'insécurité civile, l'inflation, la hausse des prix des denrées alimentaires, limitant de facto les capacités d'accès à la nourriture en particulier dans les pays du Sahel et dans les zones urbaines des pays du Golfe de Guinée.



Nutrition :

La situation nutritionnelle dans la région reste préoccupante dans la région spécifiquement les pays comme le Nigéria, le Mali, le Niger, la Mauritanie, du Tchad et certaines zones du Sénégal. En situation projetée, au Nigéria, le risque de dégradation de la situation nutritionnelle est grand particulièrement dans des Etats comme Katsina et Zamfara.



Mortalité :

La mortalité dans la région reste très faible pour les pays dont la donnée a été collectée, il s'agit du Mali et du Burkina Faso.

Pour la période courante, la situation alimentaire est relativement satisfaisante dans les ménages. En effet, la majorité des ménages ont plus recours à leur propre production pour leur alimentation. Les marchés régionaux sont généralement bien approvisionnés en denrées locales.

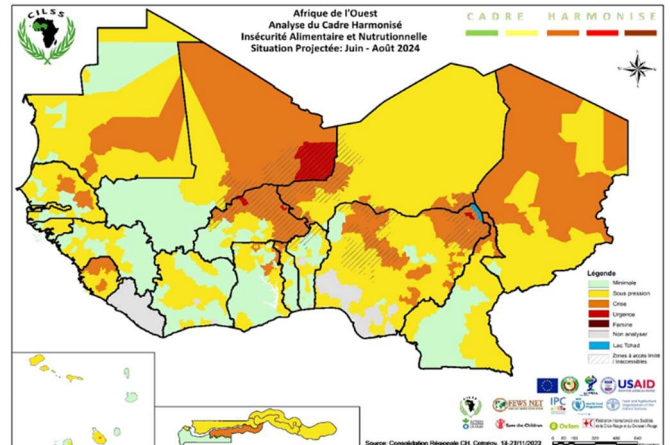
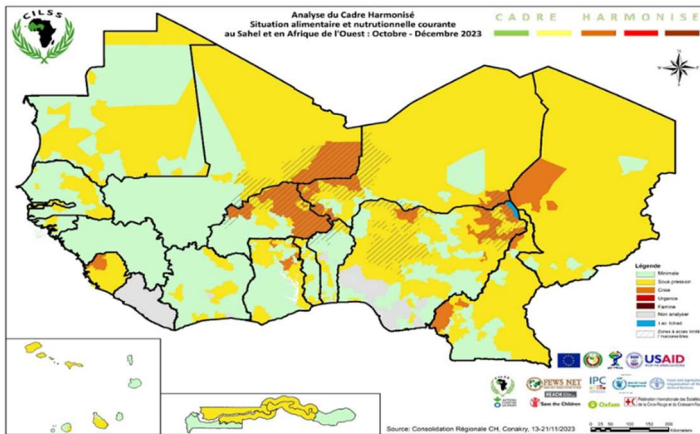
Pour la campagne agricole, les productions céréalières attendues sont estimées en hausse par rapport à la moyenne quinquennale et plus ou moins proche de celle de l'année dernière. Les pays du Sahel et les pays côtiers enregistrent globalement les mêmes tendances. Toutefois, le Bassin Est reste la zone la plus affectée de la région par les baisses de productions agricoles, notamment le Tchad, le Niger et le Nigeria. Dans l'ensemble des zones analysées, la disponibilité impacte positivement sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence en période courante, sauf dans certaines zones affectées par les conflits, les baisses de productions, ou des problèmes économiques. Ces zones représentent environ 20% de l'ensemble des zones analysées. Ces zones sont principalement localisées dans la zone des trois frontières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, dans la zone du Lac au Nigeria, au Nord - Ouest du Nigeria, en Mauritanie, dans les régions nord de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo. En période projetée (juin, juillet et août) qui correspond à la période de soudure dans la grande majorité des zones de la région, la disponibilité alimentaire globale va considérablement baisser dans la région surtout pour les denrées de base. Ainsi, l'impact de la disponibilité restera positif, léger à moyen sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence dans les zones bimodales des pays côtiers, mais aura un impact négatif léger à moyen (et fort, par endroits) dans la plupart des pays du Sahel, principalement les zones de conflit et de faibles productions.

La situation nutritionnelle est très précaire dans la région surtout dans les zones de trois frontières du Sahel confrontées à la crise sécuritaire qui a conduit à la cessation des activités et la fermeture des centres de santé et de prise en charge nutritionnelle. Ceci a engendré la perturbation des soins et de prise en charge de la malnutrition pouvant augmenter le nombre des cas des malnutrition aiguë. La situation nutritionnelle parmi les populations déplacées reste aussi préoccupante surtout dans les zones où la situation alimentaire est précaire. Les résultats des analyses IPC AMN montrent aussi des situations de malnutrition aiguë globale en phase 3 dans plusieurs zones au Burkina Faso, au Mali et à l'extrême ouest du Nigéria.

Les facteurs de risque, de la dégradation de la situation nutritionnelle sont entre autres le faible taux d'accès à l'eau potable qui perdure dans les zones rurales, une faible fonctionnalité des installations de soins de santé et des services de livraison, un accès limité aux infrastructures d'assainissement, y compris de mauvaises pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants.



Cartes courante et projetée



Principaux résultats de l'analyse

Nombre de zones analysées et phases de classification

Le présent cycle du CH est conduit dans 17 pays du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et au Cameroun et couvre au total 1 226 zones analysées. Il faut noter que, par manque de données répondant aux critères définis, l'analyse Cadre Harmonisé n'a pas été conduite au Liberia. Les résultats font ressortir, en situation courante (octobre-décembre 2023), 93 zones analysées classées en Crise (Phase 3), 622 zones en Sous Pression (Phase 2) et 511 en situation Minimale (Phase 1).

Tableau 1 : répartition du nombre de zones analysées par pays

Pays	Situation courante : Octobre - Décembre 2023						Situation projetée : Juin – Août 2024					
	# total Zones analysées	Nombre de zones par Phase					# total Zones analysées	Nombre de zones par Phase				
		Ph 1	Ph 2	Ph 3	Ph 4	Ph 5		Ph 1	Ph 2	Ph 3	Ph 4	Ph 5
Bénin	64	47	17	0	0	0	64	47	17	0	0	0
Burkina Faso	46	20	10	16	0	0	46	12	14	18	2	0
Côte d'Ivoire	22	8	14	0	0	0	22	7	14	1	0	0
Cabo Verde	31	24	7	0	0	0	31	15	16	0	0	0
Gambie	8	4	4	0	0	0	8	2	5	1	0	0
Ghana	66	26	30	10	0	0	66	27	27	12	0	0
Guinée	8	8	0	0	0	0	8	5	3	0	0	0
Guinée Bissau	9	6	3	0	0	0	9	4	5	0	0	0
Mali	56	42	12	2	0	0	56	32	11	12	1	0
Mauritanie	61	32	29	0	0	0	61	11	40	10	0	0
Niger	78	14	53	11	0	0	78	1	55	22	0	0
Nigéria	552	204	314	34	0	0	552	31	400	120	1	0
Sénégal	16	0	12	4	0	0	16	0	9	7	0	0
Sierra Léone	45	36	9	0	0	0	45	18	25	2	0	0
Tchad	69	5	58	6	0	0	69	1	39	29	0	0
Togo	37	17	20	0	0	0	37	21	12	4	0	0
Total SAO	1168	493	592	83	0	0	1168	234	692	238	4	0
Cameroun	58	18	30	10	0	0	58	29	25	4	0	0
SAO & CMR	1226	511	622	93	0	0	1226	263	717	242	4	0

La situation alimentaire et nutritionnelle va se dégrader dans la région pendant la période de projection (juin-août 2024) qui coïncide avec la période de soudure dans la majorité des pays de la région. Ainsi 4 zones seront en Urgence (Phase 4), dont 2 au Burkina Faso (la province du Loroum et la commune de Sebba dans la province du Yagha), 1 au Nigéria (Guzamala dans l'Etat de Borno), 1 au Mali (Ménaka). Aussi, au total 242 zones seront en Crise (Phase 3), 717 zones en Sous Pression (Phase 2) et 263 en situation Minimale (Phase 1).



Estimation des populations par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

Situation courante : Octobre-Décembre 2023

En situation courante (Octobre-Décembre 2023), sur une population totale analysée de près de 447 millions de personnes, près de 34,7 millions de personnes sont classées en phase Crise ou pire dans l'ensemble des 17 pays analysés dont près de 18,6 millions au Nigéria, 2,9 millions au Cameroun, 2,3 millions au Niger, 2,3 millions au Burkina Faso et près de 2 millions au Ghana. L'analyse révèle également que 953 065 personnes sont en urgence (Phase 4) : 400 513 au Nigéria, 261 147 au Burkina Faso, 145 186 au Tchad, 87 336 au Ghana, 42 921 au Niger et 15 962 au Mali. Le tableau ci-dessous fournit les détails par pays sur l'estimation des populations dans les différentes phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë.

Tableau 2 : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation courante (Octobre-Décembre 2023)

Pays	Population totale analysée	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 3 à 5
Bénin	8 783 015	7 377 416	1 149 781	255 818	-	-	255 818
Burkina Faso	22 969 083	16 069 326	4 621 726	2 016 884	261 147	-	2 278 031
Cabo Verde	509 078	371 551	100 251	37 276	-	-	37 276
Côte d'Ivoire	23 943 267	19 931 507	3 210 775	800 985	-	-	800 985
Gambie	2 516 576	1 918 308	445 301	152 967	-	-	152 967
Ghana	32 705 491	26 146 549	4 578 129	1 893 477	87 336	-	1 980 813
Guinée	13 931 737	11 538 816	2 000 428	392 493	-	-	392 493
Guinée Bissau	1 781 307	1 476 807	223 536	80 964	-	-	80 964
Mali	22 900 622	19 354 740	2 830 472	699 448	15 962	-	715 410
Mauritanie	4 581 886	3 623 709	725 489	232 688	-	-	232 688
Niger	26 154 899	18 346 390	5 489 869	2 275 719	42 921	-	2 318 639
Nigeria	209 345 459	141 221 707	49 563 616	18 159 624	400 513	-	18 560 136
Sierra Leone	7 703 562	4 147 022	2 384 317	1 172 222	-	-	1 172 222
Sénégal	18 032 471	15 011 848	2 706 568	314 055	-	-	314 055
Tchad	17 141 911	10 635 938	4 447 709	1 913 079	145 186	-	2 058 265
Togo	6 181 975	4 719 055	1 081 820	381 100	-	-	381 100
Total SAO	419 182 338	301 890 688	85 559 787	30 778 798	953 065	-	31 731 863
Cameroun	27 816 297	19 105 297	5 771 352	2 939 648	-	-	2 939 648
Total SAO+CMR	446 998 635	320 995 985	91 331 139	33 718 446	953 065	-	34 671 511

SITUATION PROJETEE : Juin - août 2024

En situation projetée (juin- août 2024), l'analyse révèle qu'environ 47 millions de personnes seront touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë de phase Crise ou pire, dont 26,5 millions au Nigéria, 3,2 millions au Niger, 3 millions au Burkina Faso, 2,9 millions au Tchad, 2,5 millions au Cameroun, 2,2 millions au Ghana, 1,5 millions en Sierra Leone, 1,4 millions au Mali et 1 million en Côte d'Ivoire. Plus de 2 millions de personnes seront en urgence (Phase 4) dont environ la moitié au Nigeria. Les détails de la répartition par pays sur l'estimation des populations dans les différentes phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, sont regroupés dans le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3 : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation projetée (Juin-Août 2024)

Pays	Population totale analysée	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 3 à 5
Bénin	8 783 015	7 437 346	1 100 895	244 775	-	-	244 775
Burkina Faso	22 969 083	14 639 943	5 330 761	2 573 031	425 349	-	2 998 380
Cabo Verde	509 078	347 309	117 649	44 120	-	-	44 120
Côte d'Ivoire	23 943 267	18 889 668	4 051 781	1 001 819	-	-	1 001 819
Gambie	2 516 576	1 684 392	605 460	225 144	1 580	-	226 724
Ghana	32 705 491	25 306 051	5 194 143	2 112 886	92 411	-	2 205 297
Guinée	13 931 737	10 975 322	2 281 050	621 983	53 382	-	675 365
Guinée Bissau	1 781 307	1 373 737	281 463	126 108	-	-	126 108
Mali	22 900 622	17 510 381	4 020 622	1 314 698	54 921	-	1 369 619
Mauritanie	4 581 886	3 193 807	1 023 280	357 693	7 106	-	364 799
Niger	26 154 899	16 226 723	6 696 350	3 136 466	95 359	-	3 231 825
Nigeria	209 345 459	115 971 339	66 914 453	25 447 570	1 012 096	-	26 459 666
Sierra Leone	7 703 562	3 354 923	2 889 220	1 459 419	-	-	1 459 419
Sénégal	18 032 471	13 199 435	4 106 255	683 252	43 529	-	726 781
Tchad	17 141 911	8 939 457	5 323 953	2 614 042	264 459	-	2 878 501
Togo	6 181 975	4 572 462	1 136 760	472 753	-	-	472 753
Total SAO	419 182 338	263 622 295	111 074 095	42 435 758	2 050 191	-	44 485 949
Cameroun	27 816 297	20 103 186	5 208 782	2 504 329	-	-	2 504 329
Total SAO+CMR	446 998 635	283 725 480	116 282 877	44 940 087	2 050 191	-	46 990 278

Analyse de personnes déplacées (PDIs et Réfugiés)

Il est important de souligner que les chiffres du Nigeria, ci-dessus présentés, incluent les résultats de l'analyse spécifique des PDIs de trois Etats du Nord Nigeria : Borno, Sokoto et Zamfara. En revanche, les chiffres du Tchad, ci-dessus présentés, n'incluent pas les résultats des réfugiés soudanais vivant dans les départements de Kimiti et de Dartama.

Tableau 4 : synthèse de la situation courante des PDIs et réfugiés : Octobre-Décembre 2023

Personnes Déplacées	Population totale analysée	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 3 à 5
PDIs Borno (Nigéria)	1 408 965	542 233	475 873	307 773	83 086	-	390 859
PDIs Sokoto (Nigéria)	65 394	23 542	23 542	16 349	1 962	-	18 310
PDIs Zamfara (Nigéria)	28 684	8 892	12 908	6 024	861	-	6 884
Réfugiés Kimiti (Tchad)	156 116	79 619	54 641	18 734	3 122	-	21 856
Réfugiés Dartama (Tchad)	152 987	55 075	45 896	33 657	18 358	-	52 016

Tableau 5 : synthèse de la situation courante des PDIs et réfugiés : Juin-Aout 2024

Personnes Déplacées	Population totale analysée	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 3 à 5
PDIs Borno (Nigéria)	1,408,965	345,363	568,291	381,492	113,819	-	495,312
PDIs Sokoto (Nigéria)	65,394	9,809	32,697	19,618	3,270	-	22,888
PDIs Zamfara (Nigéria)	28,684	6,884	11,474	8,605	1,721	-	10,326
Réfugiés Kimiti (Tchad)	156 116	64 008	62 446	23 417	6 245	-	29 662
Réfugiés Dartama (Tchad)	152 987	38 247	53 545	38 247	22 948	-	61 195



Facteurs déterminants et limitants

DANGERS ET VULNERABILITE

Plusieurs facteurs contextuels affectent la sécurité alimentaire des ménages dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest. Les principaux facteurs déterminants incluent l'insécurité civile, les conflits et déplacements forcés de populations, les chocs climatiques et économiques au niveau régional et mondial, ainsi que les épidémies et épizooties, et les effets résiduels des mesures de gestion de la pandémie du Covid-19. Ces facteurs ont des impacts négatifs sur la consommation alimentaire et, l'évolution des moyens d'existence, et par ricochet sur la nutrition.

L'insécurité civile persiste dans la zone des trois frontières du Sahel Central, le bassin du Lac Tchad, et les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun. Au nord-ouest du Nigéria, la présence de bandits armés perpétue un climat d'insécurité qui affecte les moyens d'existence et l'accès à la nourriture. De plus, on note une extension de l'insécurité civile vers de nouvelles zones, y compris le sud du Burkina Faso et les zones nord des pays du Golfe de Guinée. En août 2023, 2 948 799 personnes ont été déplacées, dont 2 627 130 déplacés internes et 321 000 personnes réfugiés (11% de la population déplacée) source OIM. Soixante et onze pour cent des populations déplacées (2 098 917 personnes) se trouvaient au Burkina Faso, tandis que 15 % résidaient au Mali (439 026 personnes), 9 % au Niger (262 672 personnes) et 3 % en Mauritanie (102 400 personnes). Les événements violents et les déplacements forcés de populations affectent les moyens d'existence, et perturbent les flux commerciaux et la mobilité des personnes – y compris la transhumance pastorale – ainsi que l'accès aux services de base dû à la fermeture et aux dysfonctionnements des structures sanitaires, des écoles et des marchés. L'insécurité civile entraîne aussi une baisse de l'accès humanitaire dans les zones affectées par les conflits : réduction de l'espace humanitaire et limitation de l'accès des populations à l'assistance humanitaire.

Les déficits de production fourragère dans le nord de la bande Sahélienne entraînent des mouvements précoces de troupeaux et prolongent la soudure pastorale, tandis que la soudure agricole sera précoce dans beaucoup de zones de la région en raison de la baisse des productions agricoles.

La situation économique reste une préoccupation dans l'ensemble de la région, avec une flambée généralisée des prix des denrées de base, et des taux d'inflation élevés dans certains pays, y compris la Sierra Leone, le Ghana et le Nigéria. Le contexte régional et international continue d'affecter la situation économique, y compris à travers les sanctions politiques et économiques imposées à certains pays de la région, ainsi que l'impact résiduel de la crise Ukrainienne, qui pourrait entraîner une hausse ultérieure des prix sur les marchés internationaux, particulièrement les prix de produits agro-alimentaires, des engrais, du carburant et de l'assistance humanitaire. Enfin, la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest est encore en train de se remettre des effets de la pandémie du Covid-19, qui a accentué la vulnérabilité des ménages, et fait par ailleurs face à des épidémies et épizooties.

DISPONIBILITE

La période courante correspond à la période de récolte et de post récolte dans la grande majorité des zones de la région. Cette période se caractérise habituellement par une disponibilité alimentaire relativement satisfaisante dans les ménages. En effet, la majorité des ménages ont plus recours à leur propre production pour leur alimentation. Les marchés régionaux sont généralement bien approvisionnés en denrées locales.

Pour cette campagne, les productions céréalières attendues sont estimées à environ 76,5 millions de tonnes, en hausse de 6% par rapport à la moyenne quinquennale et très proche de celle de la campagne précédente (-1%). Les pays du Sahel et les pays côtiers enregistrent globalement les mêmes tendances. Toutefois, le Bassin Est reste la zone la plus affectée de la région par les baisses de productions agricoles, notamment le Tchad, le Niger et le Nigeria.

La production des racines et tubercules sont estimées à 205 millions de tonnes, elle est en hausse de 2% par rapport à la campagne précédente et de 7% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Concernant, les cultures de rente, hormis le Cacao qui enregistre une baisse par rapport à l'année passée, les autres spéculations (arachide, sésame, soja, voandzou...) enregistrent des hausses par rapport à l'année passée et à la moyenne des cinq dernières années. Pour l'ensemble des zones analysées, la disponibilité impacte positivement sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence en période courante, sauf dans certaines zones affectées par les conflits, les baisses de productions, ou des problèmes économiques. Ces zones représentent environ 20% de l'ensemble des zones analysées. Ces zones sont principalement localisées dans la zone des trois frontières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, dans la zone du Lac au Nigeria, au Nord - Ouest du Nigeria, en Mauritanie, dans les régions nord de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo. En période projetée (juin, juillet et août) qui correspond à la période de soudure dans la grande majorité des zones de la région, la disponibilité alimentaire globale va considérablement baisser dans la région surtout pour les denrées. Ainsi, l'impact de la disponibilité restera positif, léger a moyen sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence dans les zones

bimodales des pays côtiers, mais aura un impact négatif léger à moyen (et fort, par endroits) dans la plupart des pays du Sahel, principalement les zones de conflit et de faibles productions.

ACCES

L'accès aux marchés agricoles est négativement impacté par la hausse des prix des denrées de base comparée à la moyenne quinquennale. Bien que les marchés soient généralement bien approvisionnés, renforcées par les récoltes de la saison pluviale, leur fonctionnement reste perturbé par l'insécurité civile persistante liée aux conflits et au banditisme dans le bassin du lac Tchad, dans la région du Liptako-Gourma, dans le centre-nord et le nord-ouest du Nigeria, et dans le nord-ouest et sud-ouest du Cameroun. De plus, l'inflation annuelle des denrées alimentaires de 24% au niveau régionale, et la dépréciation de la monnaie locale au Nigeria, Sierra Leone, Ghana, et en Guinée, conduisent à une hausse de prix des principales céréales d'environ 40% comparé à la moyenne quinquennale.

Les prix du bétail sont en hausse comparés à la moyenne quinquennale ; aussi, le commerce du bétail reste perturbé à cause de l'insécurité. Les termes de l'échange entre le bétail et les céréales restent en défaveur des éleveurs dans la plupart des pays, compte tenu des niveaux élevés des prix des céréales.

En dépit de la hausse des prix des céréales, la plupart des ménages ne dépendent pas du marché pour leur alimentation. En revanche, la propre production constitue la principale source de nourriture des ménages en cette période de récolte. En conséquence, l'impact négatif de la hausse des prix des denrées alimentaires par rapport à leurs moyennes quinquennales est largement atténué par la faible dépendance aux marchés. La dimension accès a un impact positif moyen à léger sur la consommation et les moyens d'existences dans la plupart des pays grâce aux revenus provenant de la vente de produits de rente qui améliorent leur pouvoir d'achat sur le marché. Toutefois, dans les zones d'insécurité, on note des difficultés d'accès dues au dysfonctionnement des marchés et des problèmes de mobilités des populations. Dans la période projetée, la hausse saisonnière des prix et la dépendance accrue sur les marchés pendant la soudure dans les pays du Sahel impacteront négativement l'accès des ménages.

UTILISATION

La situation nutritionnelle continue d'afficher une détérioration pour les pays Sahéliens. Pour certains pays côtiers, en particulier les pays du Golfe de Guinée (régions du Nord du Togo), on constate une dégradation de la situation nutritionnelle avec des prévalences de la malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants de moins de 5 ans en augmentation.

Sur la période courante, les évaluations ont révélé des taux de MAG qui dépassent le seuil d'urgence de l'OMS de 15% dans les zones des trois frontières et certaines zones des états du Nord- Est et Nord-Ouest du Nigéria.

La période projetée coïncidant avec la période de soudure alimentaire, une dégradation de la situation nutritionnelle est attendue dans la plupart des pays de la région allant d'une classification de crise en urgence, notamment dans la zone des trois frontières, en Mauritanie, au Tchad, au Nord Est du Nigéria et dans certaines zones de l'Est du Sénégal ainsi que le Nord-est du Nigeria et dans certains pays du Golfe de Guinée (Togo, Ghana, Bénin).

A cette situation s'ajoute les difficultés d'accès aux services de santé, d'eau, d'hygiène et d'assainissement qui restent des facteurs limitants majeurs aussi bien en période courante que projetée.

STABILITE

Les bonnes conditions pluviométriques ayant prévalu et la fin tardive de la saison agricole, augurent une production agricole acceptable et une disponibilité de pâturage. Cette bonne disponibilité alimentaire soutiendrait la consommation alimentaire et renforcerait les stocks des ménages et des commerçants dans plusieurs zones. Le niveau des prix des produits alimentaires reste élevé en dépit d'un léger repli par rapport à l'année précédente. L'insécurité civile sévissant au Nord du Burkina-Faso et du Mali, la zone de Tillabéry au Niger et le Nord-Est Nigeria se manifeste en termes de stabilité par des impacts négatifs significatifs sur la consommation alimentaire et l'évolution des moyens d'existences. Cette situation qui commence à s'étendre dans les zones septentrionales du Benin, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo constitue une préoccupation. En effet, elle est à la base de plusieurs déplacements de populations et des pressions sur les ressources naturelles dans les zones accessibles.

Au cours de la prochaine soudure, juin à août 2024, la région s'attendra à une diminution des stocks alimentaires au niveau des ménages et des commerçants. Cette situation se traduira par une hausse saisonnière de prix des denrées alimentaires. Ce qui impactera l'accès des ménages aux denrées alimentaires en se basant sur d'avantages de stratégies alimentaire et de moyens d'existences pour répondre à leur besoin alimentaire. Une relative stabilité sera observée pour les zones pastorales en lien avec l'accès au pâturage des bétails pour atteindre un bon niveau d'embonpoint et les éleveurs pourront assurer un meilleur revenu dans la vente de leur bétail car cette période coïncidera avec la période de la fête de Tabaski avec une demande assez importante.



Méthodologie et difficultés de l'analyse

Les présents résultats sont issus des analyses nationales qui se sont déroulées dans les pays du Golfe de Guinée, au Cameroun, au Nigeria en octobre 2023, et dans les pays du Sahel en novembre 2023. Pour ce cycle, le Libéria n'a pas conduit d'analyse par manque de données répondant aux critères définis. Les analyses nationales ont été menées par les cadres nationaux sous la facilitation des membres du Comité Technique Régional (ACF, CILSS, FAO, FEWS NET, FICR, IPC/GSU, JRC/UE, OXFAM, PAM et Save the Children).

Les données utilisées dans les pays pour analyser les indicateurs de résultats sont essentiellement issues des enquêtes de sécurité alimentaire et de vulnérabilité réalisées entre août et octobre 2023 selon les pays. Ces enquêtes ont permis de rendre disponibles les indicateurs de résultats : score de consommation alimentaire (SCA), score de diversité alimentaire des ménages (SDAM), indice réduit des stratégies de survie (rCSI), échelle de faim des ménages (HHS), indice des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence (ISAME), des analyses d'économie des ménages - HEA (déficit de survie et déficit de protection des moyens d'existence), des enquêtes nutritionnelles (MAG - P/T ou PB) et des données de mortalité (TMM5, TBM). Cependant les données sur la nutrition ne sont pas disponibles au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, et en Guinée Bissau. Les analyses ont été renforcées par la prise en compte des facteurs contributifs (rapports de suivi et d'évaluation de la campagne agropastorale, hydrologique, suivi de la situation pastorale, suivi des flux, du fonctionnement des marchés et des prix des denrées, des marchés, insécurité, assistance, etc.) provenant des données collectées par les dispositifs d'informations nationaux et les partenaires membres des Cellules Nationales d'Analyse CH dans les pays.

Les protocoles spéciaux pour l'analyse des zones inaccessibles et d'accès limité et les protocoles spéciaux des groupes de ménages et de populations ont été particulièrement appliqués pour certaines zones au Burkina Faso (régions de l'Est, du Sahel, du Nord, du Centre-Est et du Boucle du Mouhoun), au Niger (régions de Tillabéry, Diffa, Dosso et une partie de Tahoua), au Nigeria (Adamawa, Borno, Yobe, Zamfara et Sokoto,) et au Mali (zone Liptako Gourma). L'échantillonnage des enquêtes de sécurité alimentaire, avec la prise en compte d'une strate de PDI ou Réfugiés a permis de faire une analyse spécifique des conditions de sécurité alimentaire de ces groupes de population au Nigeria (PDIs dans les Etats de Borno, Sokoto et Zamfara) et au Tchad (Réfugiés de Kimiti et Dartama).

Une session de revue de qualité des analyses nationales a été organisée par le Comité Technique Régional du 13 au 21 novembre 2023 à Conakry en République de Guinée. Ceci a permis de contrôler la qualité des analyses pays, d'assurer la cohérence des résultats consolidés au niveau régional et leur validation. Ont pris part à ces travaux en présentiel : les représentants techniques du CILSS, d'ACF, de la FAO, de la FICR, de l'IPC/GSU, du PAM, de Save the Children, FEWS NET et OXFAM. Les principales difficultés rencontrées lors des analyses nationales et de la consolidation régionale sont relatives à : (i) la maîtrise insuffisante des protocoles, procédures et outils d'analyse du CH version 3.0 (convergence des preuves et estimation des populations) ; (ii) un nombre de facilitateurs formés trop limité par rapport aux besoins; (iii) un niveau de représentativité pas optimal des enquêtes sur la sécurité alimentaire et les conditions de vie des ménages dans certains pays ; (iv) la mise à disposition tardive des données et preuves pour remplir la matrice intermédiaire à temps avant le démarrage des ateliers nationaux d'analyse.



Recommandations

Au terme des analyses dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, les recommandations suivantes sont formulées :

A l'attention des Etats membres du CILSS, de la CEDEAO et de L'UEMOA :

- Développer et mettre en œuvre des programmes d'urgence dans les délais pour apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle immédiate aux populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle (phases 3 à 5) afin de sauver des vies humaines et prévenir le risque de la malnutrition chez les enfants des ménages pauvre dans les pays concernés particulièrement ceux affectés par l'insécurité civile et/ou la crise économique (Nigeria, Burkina Faso, Tchad, Niger, Mali, etc.) ;
- Concevoir des plans de réponses en faveur des populations vulnérables (phase 2 et plus) pour protéger leurs moyens d'existence ;
- Faciliter l'accès aux humanitaires pour des interventions d'urgence dans les zones d'accès limités
- Poursuivre et renforcer des actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition dans les zones à travers des plans de réponses actualisés ;

- Soutenir les activités de contre saison et les activités génératrices de revenus ou de restauration des moyens d'existence des ménages en particulier dans les zones libérées des conflits (on peut en citer quelques-unes au Nigeria, Niger, Burkina Faso et Mali)
- Maintenir la veille informationnelle sur les potentielles attaques des ennemis des cultures et l'évolution des ressources en eau dans les zones de cultures de contre saison.

A l'attention du CILSS et ses partenaires du CT-CH

- Poursuivre les actions de renforcement des capacités techniques des membres des Cellules Nationales d'Analyse du Cadre Harmonisé pour une meilleure appropriation de l'outil avec sa nouvelle version 3.0;
- Appuyer et organiser les sessions de recyclages des analystes formés niveaux 1 et 2 ainsi que les membres du CT_CH sur les nouveautés du CH 3.0
- Poursuivre et renforcer les capacités des systèmes nationaux d'information en matière de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Appuyer financièrement les collectes des données et les ateliers d'analyse de cadre
- Appuyer/Assister les pays à mettre en place des cellules nationales d'analyse CH inclusives
- Appuyer financièrement et techniquement les pays pour la mise à jour des zones de moyens d'existence et des profils HEA ;
- Appuyer les SAP dans la mise en place et le fonctionnement d'un mécanisme spécifique de collecte de données dans les zones inaccessibles ou à accès limité ;
- Poursuivre l'amélioration technique de l'outil CH notamment sur le seuillage de certains facteurs contributifs, sur les indicateurs du résultat Evolution des moyens d'existence etc.
- Renforcer l'intégration de la dimension genre dans le processus de la collecte des données et de l'analyse ;

A l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers

- Appuyer les pays dans la mise en œuvre des interventions d'urgence, résilience et des plans nationaux de réponses en faveur des populations vulnérables identifiées ;
- Soutenir les efforts des pays dans la mise en place des systèmes fonctionnels d'informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les moyens d'existence.
- Appuyer le Comité technique du Cadre Harmonisé dans le processus de développement et d'implémentation de l'outil dans la région Sahel et Afrique de l'Ouest et au-delà.

Contacts

Baoua Issoufou

Coordonnateur PRA-SAN
Expert Analyste en Cadre Harmonisé
Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 96 52 08 54
E-mail : Issoufou.baoua@cilss.int

Sy Martial Traoré

Expert Analyste en marché, chef DSAM
Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 97 15 78 82
E-mail : Martial.traore@cilss.int

Partenaires Techniques



Partenaires Financiers

